

La social-démocratie allemande diminuée et divisée

Elisabeth Humbert-Dorfmüller

Elisabeth Humbert-Dorfmüller est experte de l'espace germanophone et trésorière d'EuroCité. Elle est également membre de l'Observatoire de la gauche européenne et est actuellement coordinatrice du SPD Paris.



La social-démocratie allemande diminuée et divisée

Au fil des élections en Allemagne, nous pouvons constater une baisse de l'attractivité du SPD – parti social-démocrate historique. Son entrée dans la grande coalition gouvernementale aux côtés de la CDU et de la chancelière Angela Merkel a révélé une forte scission au sein du parti ainsi qu'avec son électorat. Si la social-démocratie allemande connaît des difficultés et des défis similaires à celles des autres pays européens, Elisabeth Humbert-Dorf Müller retrace pour nous l'histoire spécifique du SPD allemand, ses tentatives récentes pour se redresser, et les difficultés qu'il rencontre à se renouveler - peut-être au sein d'une nouvelle coalition de la gauche ? D'autre part, les forces extrémistes prennent de l'ampleur en Allemagne, comme partout en Europe, lesquelles sont le signe de la nécessité pour la social-démocratie de changer de paradigme pour retrouver son lien avec la population.

Le vote des adhérents du SPD en faveur de la 3ème grande coalition avec la chancelière Angela Merkel a été une étape importante dans un moment très difficile dans l'histoire du parti social-démocrate allemand.

Ce vote est l'expression de la lutte entre un courant « responsable » ou « pragmatique », avide de gouverner, et un courant rénovateur, prêt à batailler dans l'opposition pour retrouver les fondements du socialisme. Bien sûr, cette lutte interne se retrouve dans tous les partis européens de la gauche modérée, membres du Parti Socialiste Européen : PS, Labour Party, PD, pour n'en citer que quelques-uns. Au plan électoral, une lutte menée au grand jour ne peut mener qu'à la décrédibilisation et la fuite des électeurs vers des organisations plus rassurantes, ou alors plus nouvelles. Ainsi, les sondages concernant le SPD ont baissé dès qu'il est entré en discussion pour former une éventuelle grande coalition. Pourquoi ? Parce que la première réaction du candidat à la chancellerie, Martin Schulz, le soir du 24 septembre 2017 avait été un non catégorique à une telle grande coalition (1). Il s'agit donc d'un revirement, que seules les finesses de la vie politique peuvent expliquer.

Suite à l'échec des pourparlers entre CDU/CSU, Verts et Libéraux, suivi d'une réaffirmation de Martin Schulz de ne pas vouloir gouverner avec la chancelière Merkel, le Président de la République a pratiquement obligé son parti (2) à faire volte-face : En décembre, lors d'un vote au Congrès du SPD, les délégués se sont prononcés pour l'entrée en « pourparlers » avec la CDU/CSU, puis, après d'autres étapes, le contrat de coalition a été présenté aux adhérents. Ceux-ci ont décidé 66% de voter pour une grande coalition avec la CDU/CSU (34% contre), et ce, avec une participation forte de 76%.

Est-ce une bonne chose pour la social-démocratie allemande, ou, comme le titre le Spiegel, le SPD a-t-il « sauvé tout le monde sauf lui-même » (3) ?

I. Pourquoi ce vote marquera une scission durable au sein du SPD

Le SPD est un parti qui n'est pas, depuis la 2ème moitié du XXème siècle, particulièrement soumis à des luttes internes, contrairement à beaucoup de ses partis-frères en Europe. La raison principale

est que le SPD n'a pas été confronté à la concurrence communiste après 1949, simplement parce que l'anticommunisme était très prégnant dans cette Allemagne de l'après-guerre. Cette absence de gauche radicale s'observe également dans le mouvement syndical : le syndicat unique, DGB, a pu, dès 1949, imposer sa vision réformiste et clairement pro-occidentale.

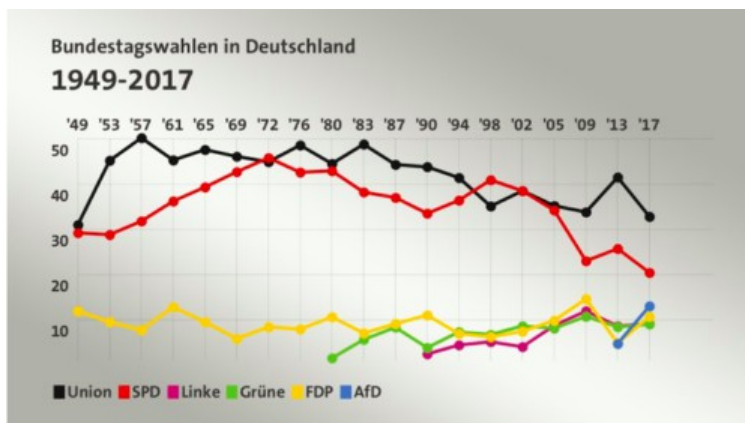
Le parti a donc poursuivi sa ligne sociale-démocrate et abandonné définitivement en 1959 les idées d'inspiration marxiste (programme de Bad Godesberg). C'est seulement après cette mue qu'il peut approcher le pouvoir. Il donne par la suite trois chanceliers à la République : Willy Brandt (1969-1974), Helmut Schmidt (1974-82) et Gerhard Schröder (1998-2005). Même Willy Brandt, entré dans l'histoire comme le chancelier qui a tendu la main aux communistes, avait positionné le SPD « au centre » du jeu politique (4), ce, bien sûr, afin d'élargir son électorat qui avait déjà bien profité du « miracle économique allemand » et qui s'embourgeoisait rapidement.

Jamais dans l'histoire récente du SPD l'aile gauche n'a eu l'ascendant. Les présidents se sont succédé à la direction du parti (il y en a eu onze après Willy Brandt) ; il s'agissait de personnalités très différentes mais idéologiquement proches. Oskar Lafontaine (1995-99) fut à cet égard une exception, mais la victoire aux élections législatives de 1998 revint à son rival Gerhard Schröder, un social-démocrate proche des milieux économiques. Oskar Lafontaine, qui ne se sentait pas assez représenté dans le gouvernement Schröder, décida de claquer la porte pour fonder, quelques années plus tard, un parti de gauche radicale qui s'appelle aujourd'hui Die Linke. Et voilà la concurrence à gauche du SPD, plus importante à l'est qu'à l'ouest du pays : dans la plupart des régions de l'ex-RDA, Die Linke dépasse aujourd'hui les scores électoraux du SPD, y compris à Berlin.

Après le départ de Gerhard Schröder en 2005, le parti accepta d'entrer une première fois dans une grande coalition avec Angela Merkel. L'écart entre les deux partis est alors très faible, tout juste d'un point. Les réformes Schröder (l'Agenda 2010) sont poursuivies et approfondies par ce nouveau gouvernement.

Mais cet écart s'est fortement creusé aux élections suivantes : 11 points en 2009 et 16 points en 2013. Le SPD n'est pas parvenu à retrouver son identité propre, puisque les réformes et les combats menés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement, n'étaient pas différents de ceux de la chancelière Merkel. Personne n'était capable de les distinguer, Merkel gouvernait au centre avec des mesures d'inspiration sociales, libérales, et défendait par ailleurs une approche austéritaire pour la politique européenne – ce qui est tout à fait populaire en Allemagne. Son ministre des Finances entre 2009 et 2017, Wolfgang Schäuble, l'incarnation de cette politique en Europe est, encore aujourd'hui, l'homme politique le plus populaire du pays (5).

Les élections de septembre 2017 voient un décrochage des deux grands partis : -9 points pour la CDU, -5 points pour le SPD.



*Elections législatives en Allemagne 1949-2017
tagesschau.de*

Pourquoi les électeurs ont-ils sanctionné les deux partis principaux, est-ce parce qu'ils se ressemblent trop ? L'aile gauche du SPD voit en tout cas son heure arrivée : c'est le représentant de la

jeunesse sociale-démocrate (les Jusos), Kevin Kühnert, qui prend la tête des « nonistes », ceux qui défendent le « non » à cette enième grande coalition avec une chancelière qui semble devenir éternelle. Son raisonnement rencontre un succès certain : le pour et le contre est sérieusement débattu, en tout cas entre les adhérents lors des réunions de section. Quant à la direction du parti, elle reste hermétique aux arguments contradictoires et défend, en un seul bloc, un nouveau gouvernement autour de Merkel. Pourquoi cette unanimité ?

Les raisons ne sont probablement pas idéologiques, mais plutôt liées au fait que de nouvelles élections contribueraient fortement à affaiblir encore le parti. Au plan financier, une nouvelle campagne électorale aurait un effet délétère. Après le vote, et compte tenu des sondages, le nombre de députés SPD baisserait sensiblement, ce qui réduirait encore davantage le poids politique du parti. On peut donc dire sans se tromper que l'adhésion du SPD à cette grande coalition est moins idéologique que d'ordre pratique. Cette évolution ne peut que revigorer des débats plus idéologiques : la gauche réformatrice a-t-elle désormais besoin de la droite modérée et pro-européenne pour constituer une majorité ? Ou se doit-elle de trouver des voies différentes pour séduire une majorité d'électeurs ? Comme partout en Europe, cette absence de réponse divise les militants, et affaiblit la social-démocratie. L'alliance avec la droite est vue par certains comme le baiser de la mort, tandis que d'autres jugent que les forces pro-européennes doivent se réunir pour faire face aux populismes en plein essor. Le SPD se trouve face à cette même division qui a déjà provoqué des dégâts considérables dans ses partis-frères.

II. Comment le parti peut se renouveler dans les confitions actuelles ?

Le parti a décidé de renouveler sa direction pour convaincre les adhérents que la prochaine grande coalition serait différente des précédentes et pas forcément mauvaise pour le parti. Martin Schulz, qui avait été brillamment élu Président du parti en Janvier 2017 n'a politiquement pas survécu sa défaite. Ainsi, il a été décidé qu'Andrea Nahles, la présidente du groupe parlementaire, et ancienne représentante de l'aile gauche du parti, deviendrait la prochaine Présidente. Ce qui est formellement une proposition s'apparente davantage à une installation, puisque c'est la seule candidate proposée par la direction. Depuis, deux autres personnes se sont proclamées candidats, mais elles sont très peu connues et souhaitent simplement réaffirmer le droit de tout adhérent de se porter candidat.

Andrea Nahles est une femme de conviction qui n'est pas issue de l'aile des « pragmatiques » ou, autrement dit, des Schröderiens. Est-elle pour autant une garantie que le parti présentera un nouveau visage aux électeurs, un visage différent de la politique menée par Angela Merkel depuis plus de 12 ans ? Rien n'est moins sûr. Nahles s'est elle-même convertie au « pragmatisme » et a été une ministre des Affaires sociales respectée y compris par ses collègues CDU du gouvernement. Elle ressemble à la chancelière par son envie de pouvoir, dissimulée sous une apparence et une parole simple, dénuées de snobisme. Son style pourrait plaire à l'électorat perdu du SPD, les ouvriers et les précaires. De surcroît, et c'est peut-être là l'aspect le plus prometteur, elle n'a jamais exclu de tendre la main à Die Linke. Sans cet effort de rapprochement, une majorité à gauche est illusoire.

Cette majorité « rouge-rouge-verte » (SPD, Die Linke, les Verts) reste un objectif pour une bonne partie des adhérents du SPD, mais elle n'est guère bien vue par les électeurs. Cela s'explique, comme dit précédemment, par l'anticommunisme qui reste une particularité dans la RFA de l'après-guerre. Pour avoir à l'avenir un-e chancelier-ère issu-e du SPD, il faudra convaincre une majorité des Allemands qu'une telle coalition peut faire avancer le pays. C'est en vérité une tâche difficile, dont le succès dépendra aussi de la capacité de Die Linke à se transformer en parti de gouvernement.

III. La démocratie allemande dans son ensemble est confrontée à des nouveaux défis

Les élections de 2017 ont vu pour la première fois depuis la IIème guerre mondiale entrer l'extrême-droite (Alternative für Deutschland) au Bundestag, et ce de façon massive (94 sur 709 sièges). C'est évidemment regrettable, mais cela s'inscrit dans le processus de « normalisation » de l'Allemagne : ce courant de pensée existe maintenant dans chacun des pays européens et se nourrit de diverses difficultés que rencontrent les « perdants » de la mondialisation. Ceux-ci existent aussi en Allemagne. Ils ne sont peut-être pas souvent au chômage (le pays frôle le plein emploi), mais sont pauvres, en termes absolus comme en termes relatifs (6). Avoir cru que l'Allemagne serait, en raison de l'histoire du XXème siècle, pour toujours immunisée contre les partis d'extrême droite relevait tout au moins de la myopie.

Ce qui doit nous préoccuper dans ces conditions est que, en raison de la grande coalition, l'AfD est devenu le premier parti d'opposition au Bundestag. Il aura ainsi plusieurs privilèges, en termes de temps de parole mais aussi de présidence de commissions : la présidence de la prestigieuse commission du budget (en France : commission des finances), traditionnellement dévolue au premier parti d'opposition, est, depuis peu occupée par un député d'extrême droite de l'AfD. Il en va de même pour les commissions de la justice et du tourisme. Le Bundestag va devoir travailler avec cette nouvelle donne.

Il est indéniable que la gouvernance par consensus que constitue la grande coalition favorise la radicalisation des électeurs. L'exemple autrichien est à cet égard très révélateur : la grande coalition (entre les sociaux-démocrates et le parti de la droite classique) a été la règle depuis la IIème guerre mondiale, et non l'exception. Nul ne peut dire si cet élément explique à lui seul l'émergence d'une extrême-droite très forte, mais il y a au minimum contribué (7).

IV. L'affaiblissement de la social-démocratie favorise-t-il la radicalisation (ou est-ce l'inverse) ?

C'est un phénomène que nous observons à travers l'Europe : l'effondrement de la social-démocratie va de pair avec l'émergence de la pensée d'extrême-droite ou de droite autoritaire. Les exemples sont légion : Italie, Grèce, Hongrie, Pologne, Pays-Bas et d'autres. En Allemagne, l'écart entre le SPD et l'AfD était de 8 points aux élections législatives de septembre 2017. Cinq mois plus tard il a rétréci à entre 0 et 5 points selon les sondages. Cet effet de substitution n'est probablement pas arrivé à son terme. Il s'agit d'un véritable défi pour les responsables politiques européens : Recourir aux analyses habituelles ne suffira plus pour comprendre l'électeur d'aujourd'hui, il faudrait un changement de paradigme au sens d'un renouvellement global des connaissances fondamentales. Mieux vaudrait aussi ne pas céder à la paresse en s'appuyant toujours sur les mêmes mécanismes et les mêmes explications. Une mise en question radicale de la social-démocratie et des alternatives proposées s'impose, et on ne peut qu'espérer que politiques et penseurs européens comprennent l'urgence de la tâche.

Sources :

1. <https://www.vorwaerts.de/artikel/martin-schulz-spd-weiterkaempfen-opposition>
2. Frank-Walter Steinmeier, président de la République allemande, était le candidat du SPD à la chancellerie aux élections de 2009.
3. <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/spd-fuer-grosse-koalition-alle-gerettet-ausser-sich-selbst-a-1196392.html>
4. http://www.frankfurter-hefte.de/upload/Archiv/2008/Heft_03/NGFH_Maerz_08_Archiv_Harpprecht.pdf
5. Z w e i t s t i m m e n , B u n d e s t a g s w a h l 2 0 1 7 : <https://www.bundeswahlleiter.de/bundestagswahlen/2017/ergebnisse/bund-99/land-11.html>
6. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1817/umfrage/noten-fuer-spitzenpolitiker/>
7. https://www.boeckler.de/111842_111856.htm
8. <https://jean-jaures.org/nos-productions/elections-autrichiennes-victoire-contrastee-des-sociaux-democrates>

A lire aussi

<http://eurocite.eu/publications/la-force-progressiste-en-autriche-une-election-presidentielle-a-rebondissements-et-autres-defis/>

<http://eurocite.eu/publications/le-spd-a-mi-mandat-de-la-grande-coalition/>

Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'évènements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, jeune et dynamique.
